mesures tend à permettre au Parlement d'accomplir un travail plus expéditif et une autre vise à mettre des fonds à la disposition des partis de l'opposition en vue de s'assurer les services de chercheurs et de chercheurs qui leur aideraient à poser de meilleures questions et à trouver quelques-unes des réponses.

M. Fortin: J'aurais une autre question supplémentaire à poser, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: Puis-je signaler à l'honorable député que je ne crois pas que ce sujet devrait être débattu davantage.

[Traduction]

LE PÉTROLE

LES CONSÉQUENCES D'UNE POLITIQUE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

M. G. H. Aiken (Parry Sound-Muskoka): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Le ministre suppléant de l'Énergie, des Mines et des Ressources énonçait-il la politique du gouvernement lorsqu'il a déclaré à la Canadian Petroleum Association à Calgary, mardi, qu'une politique nationale de l'énergie n'accorderait aucune considération particulière au pétrole canadien?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Il me faudra vérifier la déclaration, monsieur l'Orateur; je ne la connais pas.

M. Aiken: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre aurait-il l'obligation de remettre des exemplaires de l'allocation qu'il a prononcée à Calgary, soit à la Chambre, soit à chacun des députés?

M. Orlikow: Ou au premier ministre.

Le très hon. M. Trudeau: Par la poste.

L'hon. George Hees: Pas avant Pâques, alors.

L'hon. Otto E. Lang (ministre suppléant de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je serais heureux de faire transcrire mes remarques et de remettre une copie de cette transcription au député. Je lui sais gré de son intérêt. Je tiens à ajouter qu'il n'y trouverait pas les remarques qu'il a mentionnées, pas plus que d'autres paroles qu'on m'a imputées ailleurs.

M. Aiken: Une autre question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre a-t-il donné aux représentants de l'industrie du pétrole quelque indication de la position à l'égard du pétrole canadien que le premier ministre adoptera lors de ses entretiens de la semaine prochaine?

L'hon. M. Lang: Non, monsieur l'Orateur. J'ai même dit aux représentants de l'industrie

[Le très hon. M. Trudeau.]

pétrolière que je ne serais certainement pas en mesure d'en parler. Je leur ai dit quelques vérités bien senties au sujet de ce qu'ils peuvent raisonnablement attendre au Canada et de l'attitude qu'il leur faudrait avoir. Je leur ai dit aussi très clairement qu'ils pouvaient compter sur le gouvernement du Canada pour adopter à leur égard une attitude raisonnable.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA RECONNAISSANCE DIPLOMATIQUE DU VATICAN

M. P. V. Noble (Grey-Simcoe): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre. A-t-il pris des mesures en vue de sonder l'opinion publique concernant la reconnaissance du Vatican par le Canada?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Non, monsieur l'Orateur. Nous avons fait de nombreux sondages au sein du cabinet et du caucus. Bien des opinions ont été présentées au gouvernement au caucus et j'ai, bien entendu, reçu personnellement beaucoup de courrier. Mais il n'y a pas eu de sondage dit scientifique de l'opinion publique.

Le très hon. M. Diefenbaker: Est-ce scientifique lorsque vous obtenez l'opinion de votre propre parti?

LES RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

L'ASSURANCE FRAIS MÉDICAUX—LA PARTICIPATION DE L'ONTARIO

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Le ministre est-il en mesure de faire une déclaration au sujet des discussions qu'il a eues avec le ministre de la Santé de l'Ontario sur la participation de cette province au régime d'assurance frais médicaux?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Je n'ai rien d'autre à ajouter à la déclaration que j'ai faite il y a environ une semaine et demie après mon dernier entretien avec lui.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Une question complémentaire. Le ministre peut-il nous dire combien d'autres provinces, à part celles qui ont déjà souscrit au régime d'assurance frais médicaux, s'entretiennent de cette possibilité avec le gouvernement fédéral?

L'hon. M. Munro: Que je sache, trois autres provinces adhéreront à ce régime le 1^{er} avril prochain, et une ou deux autres au moins songent à y adhérer, mais elles ne sont pas encore tout à fait décidées.